

UDAF HAUTE MARNE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

UDAF DE HAUTE MARNE

13 rue Victor Fourcault
52000 CHAUMONT

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'UDAF de Haute Marne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans la note « Changements de méthodes » de l'annexe aux comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport annuel d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport annuel d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Dijon, le 18 mai 2026

Le commissaire aux comptes
PKF ARSILON Commissariat aux Comptes

Signé par Quentin Bavay
Le 18 mai 2026



doc_GXAn
tx_q6O2xn4I7JXX

Quentin Bavay

Etats financiers au 31/12/2025

BILAN

Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
	Autres immobilisations incorporelles	14 637	8 586	6 051	
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	2 546 331	1 358 351	1 187 980	1 258 985
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	408 124	294 778	113 346	124 825
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				8 588
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations	10 760		10 760	10 500
	Créances rattachées à des participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres immobilisations financières	5 199		5 199	5 177
	TOTAL (II)	2 985 050	1 661 714	1 323 336	1 408 075
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et autres approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	4 744		4 744	
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	238 127		238 127	109 337
COMPTES DE REGULARISATION	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	75 837		75 837	557 119
	Charges constatées d'avance	56 978		56 978	47 744
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	1 938 799		1 938 799	1 722 621
	TOTAL (III)	2 314 485		2 314 485	2 436 821
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
TOTAL ACTIF (I à VII)		5 299 536	1 661 714	3 637 821	3 844 896

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	708 086	708 086
	Fonds propres complémentaires	44 642	44 642
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	676 886	873 089
	Autres		
	Report à nouveau	707 025	582 893
	Excédent ou déficit de l'exercice	155 352	188 747
	Total des fonds propres (situation nette)	2 233 697	2 344 429
Autres fonds propres	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	14 837	20 054
	Provisions réglementées		
	Total des fonds propres	2 248 534	2 364 484
Fonds reportés et dédiés	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	297 530	254 827
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
DETTES	Total des fonds reportés et dédiés	297 530	254 827
	Provisions pour risques	40 620	40 620
	Provisions pour charges	119 744	145 699
DETTES	Total des provisions	160 364	186 319
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	263 424	317 324
	Emprunts et dettes financières divers (2)	7 832	7 782
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	98 743	148 455
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	456 473	435 839
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	104 922	85 008
	Produits constatés d'avance		44 859
TOTAL PASSIF	Total des dettes (1)	931 394	1 039 267
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
TOTAL PASSIF		3 637 821	3 844 896
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		722 292	775 919
(2) Dont emprunts participatifs			

Etats financiers au 31/12/2025

RESULTAT

Compte de Résultat

1/2

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	2 930	2 921
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	210 286	293 093
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	3 776 434	3 821 170
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		24 801
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	27 074	37 016
	Utilisations des fonds dédiés	152 356	166 110
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	532 995	504 687
Total des produits d'exploitation		4 702 075	4 849 797
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements	1 796	2 164
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	934 339	1 053 936
	Aides financières	18 529	19 807
	Impôts, taxes et versements assimilés	290 402	290 788
	Salaires	2 291 163	2 242 310
	Cotisations sociales	870 659	848 801
	Dotation aux amortissements et dépréciations	125 567	137 152
	Dotation aux provisions	1 119	30 533
	Reports en fonds dédiés		47 289
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	19 423	1 073
Total des charges d'exploitation		4 552 997	4 673 853
RESULTAT D'EXPLOITATION		149 078	175 944

Compte de Résultat

2/2

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
RESULTAT D'EXPLOITATION		149 078	175 944
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	10 239	8 278
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers		10 239	8 278
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	1 945	2 411
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières		1 945	2 411
RESULTAT FINANCIER		8 294	5 867
RESULTAT COURANT avant impôts		157 373	181 811
	Produits exceptionnels		13 505
	Charges exceptionnelles		5 181
RESULTAT EXCEPTIONNEL			8 324
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		2 020	1 388
TOTAL DES PRODUITS		4 712 314	4 871 580
TOTAL DES CHARGES		4 556 962	4 682 833
EXCEDENT ou DEFICIT		155 352	188 747
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Etats financiers au 31/12/2025

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **3 637 821** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **4 712 314** euros et un total **charges** de **4 556 962** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **155 352** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changements de méthodes

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice ont été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2022-06 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 26 décembre 2023 relatif à la modernisation des états financiers qui s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

a) Les modifications de présentation opérées sur la colonne 2025 pour se conformer au nouveau modèle sont les suivantes :

Reclassement des postes du bilan :

Postes du bilan (modèle de base)	31/12/2025	31/12/2024
	(Reclassés selon les nouvelles règles)	(Publiés)
Fonds propres sans droit de reprise au compte 10240000	44641,65	
Subv inv affectées biens renou (10260000)		44641,65
Subventions d'investissement au compte 13180000	52172,08	

Règles et Méthodes Comptables

Autres subventions d'investiss.(13800000)		52172,08
Provisions pour charges		
IDR au compte 15210000	119743,76	
Provisions affectées retraite (15300000)		145698,65
Emprunts et dettes auprès des établ.crédit		
Intérêts courus sur emprunts au compte 16480000	75,89	
Intérêts courus non échus (16884000)		91,42
Disponibilités		
CB Caisse Epargne UDAF (au 51209420)	1054,61	
CB Caisse Epargne UDAF (au 51251000)		1662,10
CB Caisse Epargne RESID.ACCUEIL (au 51209430)	1571,76	
CB Caisse Epargne RESID.ACCUEIL (au 51252000)		704,11
CB Caisse Epargne GEM ST DIZIER Y VENIR (au 51209450)	5441,43	
CB Caisse Epargne GEM ST DIZIER Y VENIR (au 51258000)		1188,52
LA BANQUE POSTALE UDAF (au 51209500)	10167,27	
LA BANQUE POSTALE UDAF (au 51401000)		9319,10

b) Les informations au titre de l'impact sur les principaux postes concernés de l'exercice 2025 :

Suite au changement de réglementation appliqué de manière prospective, il convient de fournir dans l'annexe toute information ayant un caractère pertinent et nécessaire à la compréhension des changements opérés.

L'impact du changement de réglementation sur les principaux postes concernés de l'exercice 2025 est le suivant :

	Montant
Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice 2025 et comptabilisée dans le résultat d'exploitation 2025 (*)	5217,21
Remboursements de frais de personnel comptabilisés au crédit du compte des autres produits	18626,51
Remboursements de frais de formation comptabilisés au crédit du compte des autres produits	22156,84

(*) alors qu'ils auraient été présentés dans le résultat exceptionnel préalablement à l'application du Règlement.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Règles et Méthodes Comptables

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ; inclus frais accessoires d'acquisition.

(prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les frais d'acquisitions d'immobilisations comprennent :

- Le prix d'achat
- Les droits de douane
- Les taxes non récupérables liées à la nature du produit
- Les frais de transport, d'installation et de mis en service
- Les droits de mutation
- Les frais d'actes notariés et les honoraires

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- l'association n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables. Lorsqu'elle l'a pu, la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif ;
- bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- Bâtiments UDAF	25 à 40 ans
- Mobilier de bureau	10 ans
- Agencements et installations	3 à 25 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Mobilier de bureau	3 à 10 ans
- Logiciels informatiques	3 ans

Événement significatif antérieur

En 2023, l'entrée de l'immobilisation 'Etage 1^{er} de Saint Dizier', la valeur d'acquisition de 275 370.00 € inclus le coût d'achat de 260 000.00 € et les frais annexe de 15 370.00 € de Publicité Foncière.

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Règles et Méthodes Comptables

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Afin que lecteur puisse porter un jugement avisé, les informations complémentaires suivantes sont données :

- les comptes de résultat et de bilan 2024 et 2025 établis selon les règles du plan comptable sont comparables.
- les éléments de l'exercice 2024 sont portés dans la colonne "exercice précédent".

Explication de la diminution des autres créances au compte 468700 passe de 495 284 € fin 2024 à 49 471 € au 31/12/2025 :

- 1- Subvention d'exploitation 2024 except. payée 2025 = 192 383 € (109 672 € ARS pour GEMYVENIR + 82 711 € UNAF)
- 2- Subvention 2024 SEGUR POUR TOUS en produits à recevoir de l'état en 2025 pour les 3 services TUTFAM- MJPM- MJAGBF = 111 409 €
- 3- Total 303 792 €

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrée conformément au règlement ANC n°2022-06, dans le compte 13180000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 7477000 (N-1 au 7770000).

Provision pour risques et charges

Sur cet exercice il n'y a pas de changement des différents comptes 15185... de provision pour risques, le total est toujours de 40 620 € apparaissant au 31/12/2025.

Il existe toujours une provision pour risques et charges de 20 820 € qui avait été constituée au 31/12/2024 dans le cadre d'un litige avec PITNEY BOWES, concernant des facturations liées à une prestation d'externalisation du courrier qui n'a jamais été réalisée. Bien que trois avoirs à recevoir aient été enregistrés (compte #40971), l'absence de retour formel du fournisseur justifie toujours la constitution de cette provision, par prudence.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la

Règles et Méthodes Comptables

partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Le total des fonds dédiés à la clôture de l'exercice s'élève à 297 530 € :

- 107 247 € au titre des subventions d'exploitation
- 190 283 € au titre des subventions d'investissement

Détail relatif aux subventions d'exploitation :

compte 19400000 Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement total de 8 335,66 € détaillé ainsi :

- Service MAJGBF - HAS reliquat V. CP analyse pratique à hauteur de 3 000 € ;
- Service MJPM (STMP) pour achat de matériel informatique de 3 937,41 € ;
- Service HSL pour maintien et développement de l'emploi reliquat de 1 398,25 €

compte 19400100 Fonds dédiés - DDETSPP - STMP-MES NVL 2020 relatif à mandataire volant pour 35 000 €

compte 19401000 Fonds dédiés - subv. exploitation MJAGBF - Excédent 2022 total reliquat de 897,65 € relatif à des formations.

compte 19402000 Fonds dédiés -subv. exploitation STMP-Excédent 2022 total reliquat de 6 620 € relatif à des formations.

compte 19403000 Fonds dédiés - subv. exploitation STMP - Excédent 2023 total de 32 693,84 € relatif à des formations et aide apprentissage.

compte 19403300 Fonds dédiés - subv. exploitation STMP-EQUIB BE 2025- Excédent 2023 total de 15 953,07 € relatif à l'utilisation de l'excédent 2023 du service MJPM comme ci-dessus.

compte 19404000 Fonds dédiés - subv. exploitation MJAGBF - Excédent 2023 total de 813,56 € relatif à des équipements au niveau des bureaux.

compte 19404200 Fonds dédiés - subv. exploitation MJAGBF-EQUIL.BE 2025 - Excédent 2023 + RESE total de 6 933,65 € concernant l'utisation des excédents 2023 du service MJAGBF pour l'équilibre du BE 2025.

Détail relatif aux subventions d'investissement :

compte 19410100 Fonds dédiés - subv. investissement MJAGBF - Excédent 2022 total de 6 927,55 € relatif au nouveau logiciel de paie pour 4 497 € et pour la sécurisation d'une porte pour 2 430,55 €.

compte 19410110 Fonds dédiés - subv. investissement MJAGBF - Excédent 2023 total de 8 750 € relatif à des travaux de peinture (bureau responsable DPF) pour 3 000 €, lot de mobilier pour 1 500 €, nouvelle porte insonorisé entrée pour 3 500 € et du mobilier pour l'accueil pour 750€.

Règles et Méthodes Comptables

compte 19410200 Fonds dédiés - subv. investissement STMP - Excédent 2022 total de 31 636,87 € relatif à divers travaux à Chaumont (étage 2).

compte 19410210 Fonds dédiés - subv. investissement STMP - CNR 2024 total de 26 155,54 € relatif au changement ordinateur et au nouveau logiciel de paie

Sur l'exercice précédent avait été reventilé le compte 19410000 "fonds dédiés à l'investissement" de 165000 € au 01/01/2024 par les comptes 19410010 / 19410020 / 19410030 / 19410050 / 19410060 / 19410070. Le solde global de ces comptes au 31/12/2025 de 116 812,55 € dont voici le détail :

- # cpte 19410010 : Fond dédié UDAF RENOV STD = 55 000 € (sans changement)
- # cpte 19410020 : Fond dédié UDAF RENOV RDJ CHT = 15 000 € (sans changement)
- # cpte 19410050 : Fond dédié RESACC Terrain Sport+Espace verts = 12 412,55 €
- # cpte 19410060 : Fond dédié UDAF TRVX CHT Etage 5 = 20 000 € (sans changement)
- # cpte 19410070 : Fond dédié UDAF RNVL MOBIL RESACC = 14 400 € (sans changement)

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Suite aux dispositions du règlement 2022-06 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 26 décembre 2023 relatif à la modernisation des états financiers, certains comptes de trésorerie ont changé de numéro de comptes. (voir ci-dessus dans les changements de méthodes)

Effectifs

Les effectifs de l'association au 31/12/2025 sont de 74.00 ETP répertorié ainsi :

- 23.45 ETP de Personnel administratif avec le statut de non-cadre
- 6.60 ETP de Personnel de Direction Encadrement avec le statut de cadre
- 43.95 ETP de Personnel Socio-éducatif avec le statut non-cadre dont :
 - 4.24 ETP de CDD de Remplacement de personnel
 - 0.67 ETP de personnel mis à disposition
 - 0.97 ETP de personnel en apprentissage

Engagement de départ à la retraite (indemnité de fin de carrière)

Les engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont calculés et comptabilisés chaque année au passif du bilan.

Une provision pour faire face aux engagements de retraite a été comptabilisée au compte 15210000 "Provisions pour charges - IDR " pour 119 744 € pour l'exercice 2025 contre 145 699 € en 2024 mis au compte 15300000 "Provisions affectées retraite".

Cette provision est calculée charges sociales incluses en prenant en compte

Règles et Méthodes Comptables

l'éventualité d'un départ à la retraite de 64 ans, après correction de l'espérance de vie, du risque de départ anticipé, ainsi que du coefficient d'ancienneté totale prévue en retenant les dispositions de la convention collective.

Le taux de charge sociale retenu pour le calcul des non cadres est de 43,37% et celui des cadres de 59,51%.

Le taux de turnover utilisé dans le calcul de l'IDR est de 1,50%.

Le taux d'actualisation est retenu à hauteur de 4,04.

Calcul des IDR :

À compter de l'exercice 2024, l'UDAF de la Haute-Marne a fait évoluer le mode de calcul des engagements au titre des indemnités de départ à la retraite (IDR), conformément aux dispositions de l'article 313-1 du Plan Comptable Général, afin de refléter plus fidèlement la réalité économique de ses engagements sociaux. Cette évolution porte uniquement sur la prise en compte d'un taux de rotation du personnel (turnover) dans le calcul actuariel des engagements, paramètre jusqu'alors non intégré. Ce changement méthodologique s'inscrit dans une volonté d'actualisation des paramètres de calcul.

L'ensemble du personnel de l'association est concerné par le calcul de l'indemnité de fin de carrière.

Faits caractéristiques

Séjour pour tous :

Au titre de l'exercice 2024, l'UDAF de la Haute-Marne a comptabilisé une subvention à recevoir de **111 410,26 €** relatif au financement des primes "Séjour pour tous", applicable aux seuls services en gestion contrôlée par l'État (**MJPM** et **DPF**).

En 2025, l'État a initié le financement de cette mesure à compter du 1er janvier 2025 et a autorisé l'utilisation des **réserves de compensation des déficits** des services concernés pour couvrir le financement de l'exercice 2024, à hauteur de **97 624,80 €** pour le service MJPM et **10 942,56 €** pour le service DPF

Les mouvements de services de l'UDAF de Haute Marne en 2025 sont les suivants :

- Fermeture définitive le 31.05.2025 du service IML (intermédiation locative) dédiés aux réfugiés Ukrainiens.
- Ouverture d'un service CSP (Coordination de Soutien à la Parentalité) financé principalement par la CAF

Annexe libre

UDAF 52 (Union départementale des associations familiales)

L'Union Départementale des Associations Familiales de Haute Marne (UDAF 52) a été constituée le 18 novembre 1945 sous la forme d'une association de loi 1901.

Elle est membre du réseau UNAF (Union Nationale des Associations Familiales) – URAF (Union Régionale des Associations Familiales) – UDAF, dont elle est indépendante juridiquement. Elle dispose de ses propres statuts et d'un Conseil d'Administration.

L'UDAF 52 rassemble 39 associations familiales (Article L.211-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles) qui répondent aux critères de l'Article L. 211-1 du CASF.

Les associations familiales adhérentes sont des structures engagées pour la défense des droits et des intérêts des familles sur l'ensemble du territoire haut-marnais. Elles œuvrent dans des domaines variés : accompagnement à domicile, soutien au handicap, entraide familiale, parentalité, ou encore soutien au deuil. On y retrouve notamment la majorité des associations ADMR et Familles Rurales du département, ainsi que l'AMFD de Saint-Dizier, l'UNAFAM, APF France handicap, AFP Bethesda, AFP Les Granges de Joseph, Chrysalide 52, La Famille du Cheminot, EFA ou encore Amitié Parents Enfant Décédé. Leur diversité reflète la richesse et l'engagement du tissu associatif familial haut-marnais

À leurs côtés, l'UDAF 52 accueille également des membres associés (4), qui s'ils interviennent auprès des familles ou dans le champ social, ils ne répondent pas pour autant aux critères stricts d'une association familiale. On y trouve l'association Mandarine, Terre de femme, la Margelle ou encore France Alzheimer.

L'UDAF 52 exerce sur son territoire les missions légales prévues par le législateur à l'article L. 211-3 du Code de l'action sociale et des familles.

- Donner leur avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles : A ce titre, l'UDAF est amenée à rencontrer les élus locaux pour faire valoir des éléments de politique familiale ou encore est amené à proposer aux élus nationaux des points de vue sur les textes législatifs en cours ou des propositions d'amendements.
- Représenter officiellement auprès des pouvoirs publics l'ensemble des familles et notamment désigner ou proposer les délégués des familles aux divers conseils, assemblées ou autres organismes institués par l'État, la région, le département, la commune : A ce titre, l'UDAF assure 120 représentations officielles (certaines prévues par la réglementation, d'autres liées à l'implication de l'UDAF dans différents domaines) dans différentes instances du département. Ces représentations sont majoritairement assurées par des membres bénévoles des associations adhérentes à l'UDAF. Parmi ces représentations on trouve : le Conseil d'administration de la CAF, de la CPAM et de la MSA, les CCAS et CIAS du département, le conseil de familles des pupilles de l'Etat, les Offices Publics de l'Habitat, les Commissions des usages des hôpitaux, la commission de surendettement de la Banque de France, les commissions de prévention des expulsions, les Conseils à la Vie Sociale des

Annexe libre

Etablissements Sociaux et Médico-Sociaux...

- Exercer devant toutes les juridictions, sans avoir à justifier d'un agrément ou d'une autorisation préalable de l'autorité publique, notamment de l'agrément prévu à l'article L. 421-1 du code de la consommation, l'action civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles, y compris pour les infractions prévues par l'article 227-24 du code pénal.
- Gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront devoir leur confier la charge.

A ce titre l'UDAF 52 propose les services suivants :

Services juridiques et budgétaires

- Protection juridique des majeurs : mise en œuvre de mesures telles que tutelle, curatelle ou sauvegarde de justice, sur décision judiciaire.
- Information et soutien aux tuteurs familiaux : accompagnement personnalisé pour les proches exerçant une mesure de protection.
- Mesure d'aide à la gestion du budget familial : intervention éducative et budgétaire dans l'intérêt de l'enfant, sur mandat du juge des enfants.
- Points conseil budget : conseils et accompagnement pour les personnes rencontrant des difficultés financières.
- Microcrédit personnel garanti : prêt destiné aux personnes à revenus modestes, avec un accompagnement tout au long de la procédure.

Accompagnement social et logement

- Accompagnement Vers et Dans le Logement (AVDL) : soutien aux personnes ou ménages en difficulté pour accéder ou se maintenir dans un logement.
- Service 100% Logement : ateliers pratiques pour apprendre les techniques d'embellissement et de réparation d'un logement.
- Résidence Accueil : lieu de vie semi-collectif pour des personnes en situation de précarité et d'exclusion en raison de problématiques psychiques.

Soutien à la parentalité et à la scolarité

- Côté Parents 52 : ressources et accompagnement pour les parents dans leur rôle éducatif.
- Soutien à la parentalité numérique : aide aux parents pour accompagner leurs enfants dans l'usage des outils numériques.
- Réseau d'Accompagnement à la Scolarité : activités éducatives et de découvertes pour ouvrir

Annexe libre

les enfants à de nouvelles connaissances culturelles.

Médiation et santé

- Médiation familiale : espace de dialogue pour les familles en situation de rupture ou de tensions.
- Médiation entre aidants et aidés : accompagnement pour gérer des situations conflictuelles entre aidants familiaux et leurs proches.
- Accès Personnalisé à la Santé (APS) : accompagnement des personnes dans leurs démarches de santé, y compris la prévention et l'éducation à la santé.

Inclusion et entraide

- Groupes d'Entraide Mutuelle (GEM) : L'UDAF accompagne des associations dans la gestion de lieux d'accueil pour des personnes en situation de fragilité psychique et/ou souffrant d'isolement.
- Dispositif Pair-Aidance : intervention de professionnels ayant une expérience de la souffrance psychique pour accompagner des personnes en difficulté.

Autres services

- Secrétariat de la Médaille de l'enfance et des familles : gestion des dossiers pour l'attribution de cette distinction honorifique.

Immobilisations

Règlement ANC 2022-06

Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	20 660		8 280		14 303	14 637
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	20 660		8 280		14 303	14 637
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre	1 612 745		3 972			1 616 717
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement	910 585		20 170		1 142	929 613
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	85 500					85 500
	Matériel de transport	187 239					187 239
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	196 952		16 711		78 278	135 385
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	8 588		9 368		17 956	
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 001 608		50 222		97 376	2 954 455	
FINANCIERES	Participations	10 500		260			10 760
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	5 177		670		648	5 199
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	15 677		930		648	15 959
TOTAL		3 037 945		59 432		112 327	2 985 050

Amortissements

Règlement ANC 2022-06

	Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
				Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Fonds commercial					
	Autres immobilisations incorporelles		20 660	2 229	14 303	8 586
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		20 660	2 229	14 303	8 586
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre		681 756	38 546		720 302
	sur sol d'autrui					
	instal. agencement aménagement		582 589	55 460		638 049
	Instal technique, matériel outillage industriels					
	Autres Instal., agencement, aménagement divers		27 431	5 454	1 142	31 744
	Matériel de transport		149 864	12 888		162 753
	Matériel de bureau, mobilier		167 570	10 989	78 278	100 282
	Emballages récupérables et divers					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 609 210	123 338	79 420	1 653 129
TOTAL			1 629 870	125 567	93 723	1 661 714

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et aut	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et aut	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMEENTES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	145 699		25 955	119 744
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
PROVISIONS POUR DEPRECATION	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	40 620			40 620
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	186 319		25 955	160 364
	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
PROVISIONS POUR DEPRECATION	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECATION				
TOTAL GENERAL		186 319			160 364
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			1 119	27 074	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	5 199		5 199
	Clients, usagers douteux ou litigieux	1 266	1 266	
	Autres créances clients, usagers	236 861	236 861	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 786	1 786	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	19 342	19 342	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	54 709	54 709	
	Charges constatées d'avance	56 978	56 978	
	TOTAL DES CREANCES	376 142	370 942	5 199
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	263 424	54 322	209 102	
	Emprunts et dettes financières divers	7 832	7 832		
	Fournisseurs et comptes rattachés	98 743	98 743		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	293 686	293 686		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	112 779	112 779		
	Impôts sur les bénéfices	2 020	2 020		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	47 988	47 988		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	104 922	104 922		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	931 394	722 292	209 102	
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		53 884			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Répartition des effectifs par catégorie

		31/12/2025	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Ouvriers			
	Employés, techniciens, agents de maîtrise		67	
	Cadres et ingénieurs		7	
	Autres catégories			
	TOTAL		74	

--

Variation des Fonds Propres

Règlement ANC 2022-06	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise	752 728				752 728
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	873 089	6 366		202 568	676 886
Autres réserves					
Report à nouveau	582 893	182 381	2 542	60 790	707 025
Excédent ou déficit de l'exercice	188 747	(188 747)	155 352		155 352
Situation nette	2 344 429		157 894	263 358	2 233 697
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	20 054		52 172	57 389	14 837
Provisions réglementées					
TOTAL	2 364 484		210 066	320 748	2 248 534

Au compte 11000000 REPORT A NOUVEAU CREDITEUR : il y a eu une affectation directement dans ce compte de report à nouveau relatif aux services suivants :

- IML Service fermé en mai 2025, partie du compte 194 Fonds dédiés pour 55 155,42 € réaffecté à ce compte de report à nouveau.
- GEM-CHT du compte 19403400 fond dédié GEM FIN Loc véhicules 2025 pour 5 634,58 € soldé afin de le faire apparaître dans ce compte de report à nouveau créditeur.

TOTAL de la ligne Diminution = 60 790 €

Et au nouveau compte 110-90000 REPORT A NOUVEAU SOLDE BQ GEM, il y a une Augmentation suite à la reprise du solde des comptes du service FIL D'ARIANE :

- solde bancaire au 31/12/2024 = 585,65 €
- solde caisse au 31/12/2024 = 398,12 €
- solde livret A au 31/12/2024 = 1557,84 €

TOTAL de la ligne Augmentation = 2 541,61 €

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2025	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	254 827	134 269	91 566			297 530	
Cf.état Tabl Variation des Fonds dédiés							
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	254 827	134 269	91 566			297 530	

Variations des Fonds dédiés

Variations des Fonds dédiés	Fds dédiés clôt. N-1	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôt. N	
			Mt global	dt rbst		Mt global	dt ppts ss de
EXPLOITATION :							
SERVICE HSL cpte 19400000	13 000		11 602			1 398	
SERVICE MJPM (STMP) cpte 19400000	19 559		11 077		(1 545)	6 937	
SERVICE IML UKRAINE cpte 19400000	29 309		29 309				
SERV.DDETSPP-STMP-MES REG.MAND.VOLANT		35 000				35 000	
SUBV EXPLOIT.MJAGBF-EXCED 2022 cpt 19401	3 700		2 802			898	
SUBV EXPLOIT.STMP-EXCED 2022 cpt 1940200	17 000		10 380			6 620	
SUBV EXPLOIT.STMP-CNR 2024 cpt 19402100	12 397		12 397				
SUBV EXPLOIT.STMP-EXCED 2023 cpt 1940230		42 381	9 687			32 694	
SUBV EXPLOIT.STMP-EQUIL BE25 cpt 1940330		15 953				15 953	
SUBV EXPLOIT.MJAGBF Excéd.23 cpt 1940400		1 797	983			814	
SUBV EXPLOIT.MJAGBF EQUIL BE25 cpt194042		5 388			1 545	6 934	
INVESTISSEMENT :							
FONDS DEDIES UDAF RENOV STD cpte 1941001	55 000					55 000	
FONDS DEDIES UDAF RENOV RDJ CHT 19410020	15 000					15 000	
FONDS DEDIES UDAF RESACC TERR SP 1941005	13 913		1 500			12 413	
FONDS DEDIES UDAF TRX CHT ETAGE5 1941006	20 000					20 000	
FONDS DEDIES RESACC RNVL MOBIL 1941007	14 400					14 400	
INVT SERV.MJAGBF Excédent 22 cpte 194101	6 997		69			6 928	
INVT SERV.MJAGBF Excédent 23 cpt 1941011		8 750				8 750	
INVT STMP Excédent 2022 cpte 19410200	7 500	25 000	863			31 637	
INVT STMP CNR 2024 cpte 19410210	27 052		896			26 156	
Totalisation	254 827	134 269	91 566			297 530	

Variation des Fonds Reportés

	Fonds reportés clôture 31/12/2024	Report	Utilisation	Fonds reportés clôture 31/12/2025
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
TOTAL				

Engagements financiers

31/12/2025

Engagements
financiers donnésEngagements
financiers reçus

Effets escomptés non échus

Avals, cautions et garanties

Engagements de crédit-bail

Engagements en pensions, retraite et assimilés

Autres engagements

Les autres engagements correspondent à une promesse d'affectation hypothécaire

Cautions de la ville de Chaumont

52 245

2 278

52 245

2 278

Total des engagements financiers (1)

52 245

2 278

(1) Dont concernant :

Les dirigeants

Les filiales

Les participations

Les autres entreprises liées

Charges à payer

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

Total des Charges à payer		334 958
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit INTERETS COURUS SUR EMPRUNTS	76	76
Dettes fournisseurs et comptes rattachés FOURN FACT.NON PARVENUES	40 655	40 655
Dettes fiscales et sociales DETTE PROVISION CONGES PAY & PRIME PRECARITE	293 204	293 204
Autres dettes AVOIR A ETABLIR	1 023	1 023

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		56 978	56 978
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			56 978

Produits à recevoir

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

Total des Produits à recevoir		779
Autres créances		779
INTERET COURUS A RECEVOIR	779	

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

NEANT